

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 17/04/2025

Rapport de l'Inspection des Installations Classées

Visite d'inspection du 18/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VILLARD SARL

12 rue des Prés Saint Martin
ZI
77130 MONTEREAU-FAULT-YONNE

Références : E/2025-1001
Code AIOT : 0006501916

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2025 dans l'établissement VILLARD SARL implanté 12, rue des Prés Saint Martin ZI 77130 MONTEREAU-FAULT-YONNE. L'inspection a été annoncée le 21/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection fait suite aux non-conformités mises en évidence lors de la dernière inspection (en 2024), et de l'absence de recherche de PFAS dans les rejets aqueux du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VILLARD SARL
- 12, rue des Prés Saint Martin ZI 77130 MONTEREAU-FAULT-YONNE
- Code AIOT : 0006501916
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société VILLARD est autorisée par arrêté préfectoral du 08 juillet 2009 à exploiter un atelier de surface, situé au 12 rue des Près Saint-Martin sur la commune de MONTEREAU-FAULT-YONNE.

Elle est spécialisée en traitement de surfaces par électrolyse sur les cuivreux, les aciers et le zamak (alliage de zinc, aluminium et magnésium).

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des Installations Classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des Installations Classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des Installations Classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des Installations Classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	PFAS	Lettre du 31/07/2023	/	Demande d'action corrective	3 mois
3	PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, articles 1 à 3	/	Demande d'action corrective	3 mois
6	Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes	AP Complémentaire du 08/07/2009, article 7.2.1	/	Demande d'action corrective	2 mois
7	Installations électriques - mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 08/07/2009, article 7.3.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
8	Etiquetage des substances et préparations dangereuses	AP Complémentaire du 08/07/2009, article 7.5.2	/	Demande d'action corrective	2 mois
9	Rétentions	AP Complémentaire du 08/07/2009, article 7.5.3.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
10	Règles de gestion des stockages en rétention	AP Complémentaire du 08/07/2009, article 7.5.7	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Moyens de lutte contre	Arrêté Préfectoral du 08/07/2009,	Avec suites, Lettre de suite	Demande de justificatif à	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des Installations Classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	l'incendie	article 7.6.2 à 7.6.3	préfectorale	l'exploitant	
12	Désenfumage et détection incendie	Arrêté Préfectoral du 08/07/2009, article 7.6.4	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Surveillance des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 08/07/2009, article 3.3.1	/	Sans objet
4	Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires et des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 08/07/2009, article 4.3.9	/	Sans objet
5	Surveillance et périodicité des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 08/07/2009, article 4.5.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement bien tenu. L'exploitant a mené des actions correctives suites aux constats de l'inspection du 19 janvier 2024, dont le rapport lui a été parvenu en septembre 2024, moins de 6 mois avant la nouvelle inspection.

Toutefois, certaines prescriptions restent à ce jour non respectées, telles que les campagnes de recherche de PFAs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/07/2009, article 3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : La surveillance des rejets dans l'air porte sur : <ul style="list-style-type: none">• le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs,• les valeurs limites d'émissions. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés par l'arrêté préfectoral d'autorisation est réalisée tous les deux ans (en fonction des rejets représentatifs du fonctionnement des installations de Zingage ou de nickelage) selon les normes en vigueur. Les débits issus de chaque exutoire concerné par une limite en concentration et en flux sont également mesurés.
Constats : L'exploitant a indiqué avoir arrêté temporairement l'utilisation de zinc et de nickel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : PFAS

Référence réglementaire : Lettre du 31/07/2023
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : [...] Les installations que vous exploitez actuellement dans votre établissement de MONTEREAU-FAULT-YONNE relèvent de la nomenclature des Installations Classées définies à l'annexe de l'article R. 511-9 du Code de l'Environnement au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des Installations Classées : [...] 3260 [...]. Elles relèvent ainsi des dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation. Cet arrêté s'applique également à tout exploitant d'une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement soumise à autorisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté non mentionnée ci-dessus et utilisant, produisant, traitant ou rejetant des substances per- et polyfluoroalkylées. Suite à la publication de cet arrêté, vous devez réaliser une campagne d'identification et d'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux de votre établissement.
Constats : A ce jour, les analyses n'ont pas été réalisées.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, articles 1 à 3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Article 1

I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713.

Il s'applique également à tout exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté non mentionnée ci-dessus et utilisant, produisant, traitant ou rejetant des substances per- ou polyfluoroalkylées.

[...]

Article 2

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

Article 3

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Cette campagne porte sur :

1° L'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ;

2° L'analyse de chacune des substances suivantes :

[...]

3° La recherche et l'analyse de toute autre substance PFAS, mentionnée dans la liste établie par l'exploitant selon les dispositions prévues à l'article 2, techniquement quantifiable selon les dispositions prévues à l'article 4, non comprise dans la liste du 2° et susceptible d'être ou d'avoir été présente dans les rejets aqueux de son établissement.

Sont particulièrement concernées les substances suivantes :

[...]

Constats :

L'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé de campagne d'analyses des rejets aqueux du site. Il a rappelé avoir indiqué, notamment par courriel du 7 octobre 2024, que les produits chimiques qu'il utilise dans son process ne contiennent pas de PFAS. A cette fin, il avait transmis des attestations de 2 fournisseurs, dont l'un indique : "les produits mentionnés ci-dessous, et que nous vous commercialisons, ne comportent pas de PFAs intentionnellement ajoutés à un seuil supérieur à 10 ppm (norme 14582 ou équivalent)".

Il a présenté 2 devis de novembre 2024 et mars 2025 pour les 3 campagnes d'analyses correspondant à un montant minimum de 4 600 € TTC.

Il a expliqué qu'au vu de son bénéfice net annuel, sa Société n'est pas en mesure de réaliser ces analyses ; un justificatif a été transmis par courriel du 1er avril 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de réaliser les analyses dans les meilleurs délais et de transmettre les résultats d'analyses via le site internet GIDAF.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires et des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2009, article 4.3.9

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies, contrôlées sur l'effluent brut non décanté. Elles sont applicables en sortie de site.

Constats :

Des analyses ont été réalisées en octobre 2024 par un laboratoire de contrôles ; les certificats d'analyses (et non le rapport associé) a été présenté. Les résultats sont conformes aux valeurs limites fixées dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 juillet 2009.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance et périodicité des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2009, article 4.5.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/01/2024

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 09/11/2024

Prescription contrôlée :

Les mesures et analyses des rejets dans l'eau sont effectuées par l'exploitant ou un organisme extérieur avant rejet en amont des éventuels points de mélange avec les autres effluents de l'installation (eaux pluviales, eaux vannes, autres eaux du procédé...) non chargés de produits toxiques.

Le pH et le débit sont mesurés et enregistrés en continu dans le cas d'un traitement des effluents en continu. Le volume total rejeté par jour est consigné sur un support prévu à cet effet.

Les systèmes de contrôle en continu déclenchent, sans délai, une alarme sonore signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH et entraînent automatiquement l'arrêt immédiat de ces rejets.

Des mesures du niveau des rejets en cyanures et en métaux sont réalisées par l'exploitant sur un échantillon représentatif de l'émission journalière.

Des mesures réalisées par des méthodes rapides adaptées aux concentrations à mesurer doivent permettre une estimation du niveau des rejets par rapport aux valeurs limites d'émission fixées.

Les mesures visées au présent article sont effectuées :

- En continu pour le pH, t° C et le débit ;
- chaque jour, en vue de déterminer le niveau des rejets en chrome hexavalent et en cyanures ;
- une fois par semaine, en vue de déterminer le niveau des rejets en métaux. Le type de suivi est le moyen 24 h.

Constats :

Des analyses ont été réalisées en octobre 2024 par un laboratoire de contrôles ; l'exploitant a présenté les certificats d'analyses. Tous les paramètres ont été recherchés.

Il est rappelé que certaines mesures sont à réaliser :

- en continu, hebdomadairement en autosurveillance par l'exploitant,
- trimestriellement par un organisme agréé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/07/2009, article 7.2.1

Thème(s) : Produits chimiques, Stockage des produits

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier

les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte.

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées et des services d'incendie et de secours.

La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. [...]

Constats :

L'exploitant a présenté des Fiches de Données de Sécurité (FDS). Toutefois, celles présentées sont anciennes (plus de 10 ans) mentionnant les anciennes phrases de risques R et phrases de sécurité S, et non les mentions de danger H.

Un état des stocks a été présenté lors de l'inspection. Celui-ci est mis à jour tous les 2 mois ; la dernière mise à jour date de mars 2025 pour certains produits et janvier 2025 pour les autres. Peu de produits chimiques figurent sur cette liste. L'exploitant a rappelé que plusieurs de ses lignes de process sont actuellement non utilisées et les cuves ont été vidées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit disposer de FDS à jour, le cas échéant en les demandant à ses fournisseurs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Installations électriques - mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2009, article 7.3.4

Thème(s) : Risques chroniques, installations électriques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/01/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 09/12/2024

Prescription contrôlée :

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.

<p>Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p> <p>Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un contrôle des installations électriques a été réalisé en décembre 2024. Celui-ci mentionne 76 observations, dont 31 déjà signalées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit réaliser la maintenance permettant de mettre en conformité ses installations.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Etiquetage des substances et préparations dangereuses

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/07/2009, article 7.5.2</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Stockage des produits</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 L portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p> <p>A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.</p>
<p>Constats :</p> <p>Seul le type de produit est indiqué sur les cuves ; les mentions de danger sont absentes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mener des actions pour inscrire de manière très lisible sur les cuves de process la dénomination exacte du contenu des cuves, le numéro et le symbole de danger des substances qui y sont présentes.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

N° 9 : Rétentions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/07/2009, article 7.5.3.1

Thème(s) : Produits chimiques, Stockage des produits

Prescription contrôlée :

Le stockage et la manipulation de produits réactifs, dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 L minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 L.

Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acides, bisulfite et acide, acide et base très concentrés..).

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

Constats :

Des stockages sont réalisés dans un local clôturé à l'extérieur du bâtiment. Ceux-ci sont réalisés sur des palettes de bois ; l'étanchéité n'a pas pu être vérifiée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit justifier de l'étanchéité des stockages réalisés dans le local clôturé à l'extérieur du bâtiment.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Règles de gestion des stockages en rétention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/07/2009, article 7.5.7
Thème(s) : Produits chimiques, Stockage des produits
Prescription contrôlée :
Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.
Constats :
Plusieurs bacs de traitement (par exemple : des bacs d'acide et des bacs de base) sont associés à une même rétention. L'exploitant a indiqué, sans le justifier, que les produits stockés ne sont pas incompatibles. Lors de la visite d'inspection, l'Inspection des Installations Classées a rappelé les risques d'un tel mélange en cas de fuite des bacs de traitement concernés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit justifier de l'absence d'incompatibilité des stockages (par exemple : acide/base) associés à une même rétention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2009, article 7.6.2 à 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/01/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 09/12/2024

Prescription contrôlée :

Article 7.6.2. Entretien des moyens d'intervention

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés, facilement accessibles et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'Inspection des Installations Classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'Inspection des Installations Classées.

Article 7.6.3. Ressources en eau et mousse

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des réserves de produits absorbants, en quantité adaptée au risque, au niveau des zones de dépotage de stockage et d'utilisation des produits chimiques et déchets
- de poteaux d'incendie publics situés à moins de 200 mètres des installations. Dans ce cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.

Constats :

L'exploitant a présenté la "fiche de vie hydrant" pour le poteau incendie situé dans la rue des Près Saint-Martin. Cet hydrant a été contrôlé en janvier 2024 : un débit de 60 m³/h a été observé avec une pression de 1 bar. Toutefois, il est considéré que l'hydrant est non-conforme car le coffre est manquant et une remise à niveau est nécessaire : une réparation est à réaliser.

Des extincteurs ont été observés à divers endroits sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit se positionner quant aux éventuels travaux de mise en conformité de l'hydrant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Désenfumage et détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2009, article 7.6.4

Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.
Constats : Un contrôle des systèmes de désenfumage a été réalisé en mars 2024. Des non-conformités sont signalées (liaisons et commandes non-conformes). L'exploitant a présenté un devis de mars 2024 quant à la maintenance à réaliser.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit se positionner quant à la mise en conformité de ses installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois